

Jean-Marie Nadeau, *Que le tintamarre commence!*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1992, 174 p.

Lucie Perron-Légère

Le référendum du 26 octobre 1992

Volume 1, Number 2-3, Spring 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063211ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063211ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Perron-Légère, L. (1993). Review of [Jean-Marie Nadeau, *Que le tintamarre commence!*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1992, 174 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 81–82. <https://doi.org/10.7202/1063211ar>

geoisie francophone dominante. C'est maintenant chose faite, indubitablement, grâce à la modernisation de l'État. À considérer ses succès, les ressources et l'appareil complexe qu'il a fallu mettre en oeuvre pour les obtenir, on se surprend à peine du fait que les "lyriques" de l'époque aient progressivement adopté le credo technocratique. Le contexte tout entier tendait vers cette échéance.

Cela dit, nos super-entrepreneurs se préoccupent autrement plus que les baby-boomers (professionnels, fonctionnaires et technocrates) des rétrocesses éventuelles de la compétitivité technologique, de l'extension des marchés et de la disponibilité du capital (p. 184-185). Ils s'activent sûrement plus énergiquement à prêcher l'entrepreneurship qu'une génération qu'on n'a cessé de nous présenter sans sens de l'initiative ni sens pratique. La pyramide sociale ne s'arrête pas aux baby-boomers et à la classe moyenne...

Autre point: on sous-estime, dans *La génération lyrique*, le rôle fondamental, dans tout changement social d'envergure, des intellectuels (au sens large du terme), c'est-à-dire de tous ceux qui, consciemment, délibérément et systématiquement s'organisent dans le but de faire coïncider leurs idéaux (leurs intérêts bien sûr) et la réalité. Ils ne sont pas une génération ni une classe; ils parlent et agissent en leur nom, en sont la voix ou la source d'inspiration, ils peuvent en être les leaders (au sens traditionnel), et ce sont eux, en dernier ressort, qui fixent les règles, qui marquent les limites, qui cristallisent la mentalité, les espoirs des humains d'un temps et d'un lieu donnés.

En l'occurrence, cette catégorie désignerait très bien les "réformateurs frustrés" dont parle Ricard. Et si l'on accepte que la Révolution tranquille a été leur révolution, c'est-à-dire la concrétisation d'idées, de projets et de critiques remontant aussi loin qu'aux années 30, leur révolution s'est bel et bien arrêtée avec la rencontre des réformateurs au pouvoir et l'entrée dans l'âge adulte des baby-boomers. Les premiers étant en voie de quitter définitivement la scène, les seconds achèveront-ils le travail? Le renouvellement du monde, sous une forme ou une autre, redeviendra-t-il une raison d'être et d'agir? Tout récemment, on nous promettait une nouvelle Révolution tranquille. Saura-t-elle enrayer la spirale descendante dans laquelle nous sommes engagés, spirituellement, économiquement et culturellement?

L'ironie mérite d'être soulignée: la sortie de scène des enfants de la Crise survient au moment où la dépression est à l'oeuvre, où l'on propose d'y remédier par ... des travaux publics (!) et par un investissement total dans l'efficience productive et la compétitivité. Retour à la case départ?

Les étudiants des années 60-70 refusaient l'utilitarisme de l'enseignement, son orientation en

fonction des besoins de l'entreprise privée et de la société de consommation. Ceux d'aujourd'hui semblent les accepter plus volontiers. Mais en se contentant de leur servir encore et toujours la sempiternelle rengaine de la spécialisation professionnelle maximum, en leur présentant la voie royale du succès sous les traits de la compétitivité, du rendement et de l'entrepreneurship tout en extirpant chez eux toute forme d'illusion et d'idéal, en dénigrant ou en décourageant toute forme d'engagement hors des cadres économiques, on se prépare sans doute (pour bientôt?) une autre fête lyrique; à moins que, compte tenu des difficultés actuelles, ce ne soit ... une danse macabre!

Luc Desrochers
Historien et chercheur

Jean-Marie Nadeau, *Que le tintamarre commence!*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1992, 174 p.

Jean-Marie Nadeau a toujours été un ardent défenseur de la cause acadienne. Son militantisme a pris plusieurs formes: il fut secrétaire provincial du Parti acadien, rédacteur en chef et directeur de la revue *L'Acayen*, éditorialiste et directeur de l'information à *l'Acadie Nouvelle* et secrétaire général de la Société nationale de l'Acadie. *Que le tintamarre commence!* illustre de façon non équivoque que cet Acadien n'a pas fini de militer pour son peuple!

L'auteur a choisi de parler au peuple acadien sous la forme d'une longue lettre parce que ce genre littéraire permet une communication «plus intime, plus vraie, plus directe et plus affectueuse». Et, tout au long de cet essai, nous pouvons apprécier ces qualités. L'auteur mentionne à maintes reprises qu'il voue un grand amour au peuple acadien et il raconte plusieurs moments de sa vie (même un événement qu'il considère comme un échec, son congédiement par la direction du quotidien *L'Acadie Nouvelle*). Il livre également quelques-uns de ses états d'âme, nous parle de lui-même avec une grande franchise: «Avant de commencer à vous écrire, j'ai senti le besoin de partir, de prendre du recul. À plusieurs qui me demandaient pourquoi huit mois au Mexique, au Guatemala et en Louisiane, je répondais que je m'éloignais avant de haïr trop de choses et trop de monde. J'ai toujours été allergique à la haine et à la rancoeur.» Il converse avec les Acadiens en analysant la réalité acadienne sous tous ses aspects (régionalismes, relations avec le gouvernement fédéral, culture, économie, éducation), en avançant différentes solutions pour qu'ils s'affirment comme peuple, pour terminer en définissant un projet politique acadien.

Que le tintamarre commence! est un cri de ralliement lancé aux Acadiens de partout dans le monde (ils seraient trois millions), et plus particulièrement aux 250 000 Acadiens du Nouveau-Brunswick, pour les sortir de leur «torpeur» et de leur «orgueil» afin

qu'ils empruntent «la voie de la grandeur et de la fierté, sans prétention». Le but ultime de cet essai politique est la mobilisation, sans violence: «Jamais je ne me laisserai tenter par la violence pour faire avancer la cause acadienne. Mais jamais je ne troquerai le compromis politique contre la soumission irréversible, si minime soit-elle. »

Lucie Perron-Légère

*Service de la reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale*

Gérard Pelletier, **L'aventure au pouvoir 1968-1975**, Montréal, Stanké, 1992, 303 p.

Gérard Pelletier ajoute un troisième volume à ses mémoires. Ce genre littéraire est trop souvent futile. L'acteur politique tente souvent de justifier son action. Il fait part de ses états d'âme et règle ses comptes avec ses adversaires. Rarement admet-il ses erreurs. Rarement apporte-t-il de nouveaux éléments utiles aux historiens. Le volume de Pelletier ne fait pas exception. Certes, le lecteur y trouvera quelques anecdotes intéressantes, mais il n'apprendra rien d'important. L'historien qui étudiera cette période devra chercher ailleurs.

Au fil de ces trois cents pages, l'ancien ministre du cabinet Trudeau parle de son «attachement» au Canada. Il écrit: «*Me supposer un attachement émotif à l'entité politique canadienne serait une erreur car je n'en éprouve aucun.*» Ce comportement est bien différent de celui de son confrère Jean Chrétien si attaché à ses Rocheuses, comme tout le monde le sait. Pelletier parle aussi de son engagement spirituel; du fonctionnement du gouvernement fédéral; du sort des minorités francophones; du lobbying à Ottawa; de Radio-Canada; du rôle du député dans sa circonscription; de l'agitation «artificielle» des étudiants petits-bourgeois qui abandonnèrent, à la fin des années 60, le rêve «canadien-français catholique» pour le rêve «québécois plus ou moins agnostique»; de Perspective-jeunesse; des nombreux voyages qu'impose la géographie canadienne à un ministre fédéral, etc. À l'occasion, il tape sur les doigts des policiers, des fonctionnaires et des journalistes, et surtout des adeptes du journalisme d'enquête frappés par le «syndrome du Watergate».

Bien sûr, il aborde une fois de plus l'incontournable Crise d'octobre. Et surtout pour se justifier. On est encore surpris que cet homme, les malicieux diront cette «colombe», continue de nous servir les mêmes justifications. Non, dit-il, il n'a pas dressé la liste des Montréalais qui furent appréhendés sous l'emprise de la loi des mesures de guerre même si cette liste qu'il qualifie d'«inepte» lui fut soumise à lui comme à Jean Marchand. Pourquoi ne l'a-t-il pas dénoncée publiquement alors? L'auteur s'est inquiété quelque peu des droits bafoués, mais Jacques Hébert, alors président de la Ligue des droits de l'homme, l'a rassuré sur les excès policiers, ceux-ci n'avaient pas

adopté les «méthodes de la gestapo». Cela fut confirmé, au dire de Pelletier, par le film *Les Ordres* de Michel Brault... On est sceptique en lisant cela: on se rappellera que le film de Brault est une charge violente contre l'arbitraire policier.

Ouvrage décevant, donc, que ces mémoires de monsieur Pelletier. Il est sans doute illusoire d'attendre d'un homme politique qu'il s'élève au-dessus de la lutte partisane, qu'il prenne du recul pour porter un jugement critique sur sa carrière. N'est-ce pas là travail d'historien?

Jocelyn Saint-Pierre

*Responsable du Service
de la reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale*

Débats de l'Assemblée législative, 12^e législature, 1^{re} session, 1909. Texte établi par Richard Ouellet, 1993, 2 vol., 1308 p.

À l'instar des quinze publications précédentes, ces deux volumes font revivre le détail de chacune des séances de la session: les pétitions, les présentations de projets de loi, les interpellations, de même que les délibérations qui s'y greffent. Le volume 2 contient un index des sujets, un index des participants et une liste des bills publics et privés qui permettent de retracer facilement tous les thèmes abordés.

La session de 1909 est particulièrement intéressante parce qu'elle marque l'entrée sur la scène politique de deux grands nationalistes, Henri Bourassa et Armand Lavergne, et qu'elle donne lieu à des débats enflammés, et souvent savoureux, entre députés du Parti libéral et députés de l'opposition. Les sujets qui retiennent le plus l'attention sont, entre autres, la politique de colonisation et de gestion des ressources forestières, l'éducation (les faibles salaires des institutrices, l'école neutre), l'autonomie municipale et la corruption électorale. Toute personne intéressée par l'histoire politique du Québec pourra découvrir dans ces deux publications une source de renseignements inépuisable.

On peut se procurer ces volumes au Service de distribution des documents parlementaires, 5, Place Québec (Bureau 195), Québec, G1R 5P3, tél.: (418) 643-2754.

Lucie Perron-Légère

*Service de la reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale*

Robert Hébert, **Le procès Guibord ou l'interprétation des restes**, Montréal, Tryptique, 1992, 196 p.

L'auteur, avant de retenir ce titre, avait aussi pensé à cet autre: **L'affaire Guibord. Éléments pour une**